



Le système belge des pensions est peu généreux... mais pas pour tous

Le gouvernement a, ce jeudi, approuvé les constats délivrés par le livre vert sur les pensions. Les discussions vont se poursuivre dans le but de constituer un livre blanc, devant, lui, contenir les décisions à prendre pour réformer le système belge des pensions. Jean Hindriks, professeur d'économie à l'UCL, planche depuis des semaines sur le casse-tête de nos retraites. Le think tank belge Itinera Institute, dont il fait partie, prépare, en effet, un rapport sur le sujet; il devrait sortir à la mi-mai.

Le système belge des pensions est peu généreux... mais pas pour tous

Depuis quand parle-t-on de réformer le système belge des pensions?

Jean Hindriks: Il y a une dizaine d'années, on a mis en place le fonds argenté. On a vendu des biens de l'État et on a placé l'argent obtenu dans un fonds destiné à financer le vieillissement. Ensuite, le gouvernement a lancé le Pacte des générations, censé inciter les gens à rester plus longtemps sur le marché du travail. Mais les résultats ne se sont pas montrés conformes aux attentes. Avec l'épargne accumulée dans le fonds argenté on couvre à peine une demi année de pensions.

On entend depuis longtemps que le problème des pensions est urgent. À quel point est-il urgent?

Jean Hindriks: On sait aujourd'hui qu'on ne peut plus attendre. Depuis dix ans, il y a 250.000 personnes supplémentaires à la retraite, or la population active n'a augmenté que de 70.000 ou 80.000 individus. Le problème va en s'aggravant puisque, sur les trente prochaines années, en gardant les paramètres actuels de l'âge moyen de départ à la retraite, il y aura plus d'un million de retraités en plus et 650.000 travailleurs en moins. Or toute pension doit être financée immédiatement par des travailleurs, puisqu'il n'y a pas de capital investi dans ce but. Au-delà de 2040-2050, la situation s'améliorera d'elle-même, mais il faut financer ce passage.

"Nous devons travailler plus longtemps." Cette solution revient comme un leitmotiv. Y croyez-vous?

Jean Hindriks: C'est un vœu pieux! Depuis longtemps, on ne fait que redistribuer le travail, sans créer de postes. Il faudrait plus de travail, mais le volume total reste le même depuis des décennies. Les syndicats posent bien le problème, dans l'autre sens: "Il y a plus de 100.000 jeunes au chômage, il faut que les vieux partent."

Que faire, alors?

Jean Hindriks: Pour trouver de l'argent sans emprunter, il faut taxer davantage. Mais alors qu'il faudrait augmenter les cotisations de sécurité sociale auprès des plus âgés, on est en train de les diminuer. Je pense qu'il faut parfois aller voir plus en profondeur dans les chiffres. On découvre ainsi des éléments édifiants lorsqu'on considère les "périodes assimilées".

Que représentent exactement ces périodes assimilées?

Jean Hindriks: Dans une carrière professionnelle, il y a certaines périodes durant lesquelles le travailleur ne cotise pas, mais elles sont considérées, dans le calcul de la pension, comme des années de travail. Il s'agit de la pause carrière, du chômage, des années d'études des fonctionnaires, etc. En moyenne, chez le travailleur belge, un tiers de la carrière consiste en des périodes assimilées. Un chiffre énorme! Donc, sur 45 ans de carrière, il n'aura pas contribué au système de la Sécu pendant quinze ans. Ces périodes assimilées deviennent de plus en plus importantes.

Et en retardant l'âge de la pension, ça ne garantit pas qu'il s'agira d'un travail effectif. Ça peut englober du chômage technique ou des périodes de formation.

Quant aux prépensions, elles représentent aussi un problème. Les entreprises y gagnent parce qu'elles limitent la casse sociale et ce sont, par définition, de plus gros salaires en moins à payer tandis que ce sont les plus jeunes qui restent, ceux qui coûtent le moins cher. Les syndicats aussi sont contents, parce qu'ils considèrent que les travailleurs âgés ont assez donné durant leur carrière. Mais au final, qui paie? La collectivité.

Le système belge des pensions est peu généreux... mais pas pour tous

Pourquoi ne pas restreindre la générosité de notre système de pensions?

Jean Hindriks: En effet. Certains disent qu'on a déjà le système le moins généreux d'Europe... Mais il ne faut pas se contenter de regarder la moyenne. Si on regarde vers le haut, on peut envisager de raboter. Certains hauts fonctionnaires ont des pensions de 3.000 euros ... voire 5.000 euros. On pourrait "écrémer".

Autre piste du même genre: la pension des fonctionnaires est basée sur les cinq dernières années de travail. Or on constate, en fin de carrière, un fort système de promotion... Ce sont des promotions stratégiques, qui font gonfler les retraites. Il faut réfléchir à une harmonisation de nos pensions. Mais dans quel sens? Vers le haut ou vers le bas?

Va-t-on vers un scénario catastrophe si le livre blanc ne débouche pas sur des réponses qui apportent de vraies solutions?

Jean Hindriks: Il ne faut pas se montrer alarmiste. L'État peut toujours emprunter. Ce serait la solution de facilité. On transfère la charge à nos enfants. Il faut voir ensuite jusqu'où on ose aller dans l'endettement. Mais on n'en est pas encore là. Et quand on parle d'endettement, on songe à la Grèce, et personne n'a envie que la Belgique en arrive là. Notre pays est déjà l'un des plus endettés d'Europe... On pourrait, par contre, envisager la règle "1/3, 1/3, 1/3": financer les pensions pour un tiers avec de l'emprunt, un autre tiers en rabotant les pensions les plus élevées, et le reste en augmentant les contributions de la population active.

Les autres pays européens semblent s'en sortir bien mieux que nous...

Jean Hindriks: La Belgique est, avec le grand-duché de Luxembourg, le pays le moins bien préparé, où le coût du vieillissement est le plus important. Pourtant, l'Italie est davantage frappée par la problématique du vieillissement, mais a bénéficié d'une réforme de son système de pension durant les années 90. Il y a autant de systèmes de pension que de pays. En Pologne, tout le système s'appuie sur le secteur privé. Les Pays-Bas, eux, possèdent le plus gros fonds de pension au monde, ce qui a causé pas mal de craintes durant la crise financière.

Interview Sophie Leroy
Publiée dans L'Echo 26 mars 2010
